

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 3114

[C — 2005/31394]

**16 JUIN 2005. — Décret relatif à l'agrément et à l'octroi
de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

CHAPITRE 1^{er} — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° Collège: le Collège de la Commission communautaire française;

2° centre : le centre d'action sociale globale agréé ou agréé provisoirement en vertu du décret de la Commission communautaire française du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux centres d'action sociale globale ou le centre de planning familial agréé en vertu du décret de la Commission communautaire française du 16 juillet 1994 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial;

3° service : le service d'aide à domicile agréé en vertu du décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile ou le service pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches agréé ou agréé provisoirement en vertu du décret de la Commission communautaire française du 7 novembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches;

4° maison : la maison d'accueil agréée en vertu du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil;

5° secteur: l'ensemble des centres, maisons ou services qui sont agréés, agréés provisoirement ou qui ont conclu une convention ou un contrat régional en vertu d'un même décret;

6° Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

CHAPITRE II. — *Définition*

Art. 3. Les organismes représentatifs sont des associations sans but lucratif qui représentent les centres, maisons ou services qui leur sont affiliés tant vis-à-vis du Collège que vis-à-vis des autres secteurs relevant de l'Aide aux personnes, de la Santé ou de tout autre secteur avec lequel ils établissent des relations. Ils coordonnent l'action de leurs affiliés et en assurent la promotion.

CHAPITRE III. — *Conditions et procédure d'agrément*

Art. 4. Le Collège agréé, après avis du Conseil consultatif et pour une période de 5 ans renouvelable, les organismes représentatifs qui fédèrent des centres, maisons ou services et qui répondent aux conditions d'agrément visées aux articles 5 à 9 du présent décret.

Art. 5. Pour être agréé, l'organisme représentatif doit représenter au moins 4 centres, maisons ou services d'un même secteur et les deux tiers de ce secteur.

Un organisme peut aussi représenter les centres, maisons ou services d'un autre secteur que celui mentionné à l'alinéa 1^{er}, pour autant que ces centres, maisons, ou services ne soient pas parvenus à satisfaire aux exigences fixées à l'alinéa 1^{er} en vue de former leur propre organisme représentatif, qu'ils forment plus de la moitié du nombre total des centres, maisons ou services de leur secteur, qu'ils soient affiliés à l'organisme représentatif qu'ils ont choisi et qu'ils aient conclu une convention portant sur leur représentation par ce dernier.

Art. 6. Les organismes représentatifs accueillent en tant qu'affilié tout centre, maison ou service de leur secteur ou d'un secteur visé à l'article 5, 2^{ème} alinéa, dans le respect de ses options philosophiques, religieuses ou politiques, pour autant que le centre, la maison, ou le service s'engage à respecter les statuts de l'organisme représentatif.

Art. 7. L'objet social des organismes représentatifs doit correspondre aux conditions d'agrément du présent décret et préciser les conditions d'affiliation ainsi que les services rendus par l'organisme représentatif à ses affiliés.

Art. 8. § 1^{er}. Le Collège octroie, après avis du Conseil consultatif, un agrément de cinq ans à l'organisme représentatif qui remplit les conditions d'agrément du présent décret.

La demande d'agrément est introduite suivant les modalités et dans les délais fixés par le Collège.

Elle comporte au moins les éléments suivants :

1° les statuts de l'a.s.b.l. actualisés et publiés au *Moniteur belge*;

2° la liste de ses affiliés;

3° le cas échéant la convention conclue avec les affiliés d'un autre secteur telle que visée à l'article 5, 2^{ème} alinéa;

4° un exposé des objectifs de l'organisme représentatif et des modalités de leur réalisation;

5° la liste des membres de son personnel;

6° le rapport d'activités de l'exercice précédent.

Le Collège détermine la procédure d'introduction et d'examen des demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément.

§ 2. L'organisme représentatif doit introduire une demande de modification d'agrément en cas de :

- modification de l'objet social de l'a.s.b.l.;

- conclusion ou dénonciation d'une convention visée à l'article 5, 2^{ème} alinéa.

Le Collège détermine la procédure de modification d'agrément. Celle-ci comporte un avis du Conseil consultatif.

§ 3. Lorsqu'un organisme représentatif ne respecte plus les conditions d'agrément visées aux articles 5 à 7 ou ne respecte pas les normes de fonctionnement visées aux articles 9 et 10 les services du Collège proposent au Collège un retrait d'agrément.

Le Collège détermine la procédure de retrait d'agrément. Celle-ci comporte un avis du Conseil consultatif.

CHAPITRE IV. — Normes de fonctionnement

Art. 9. Les organismes représentatifs favorisent la coordination des centres, maisons ou services entre eux et avec les autres acteurs de l'Aide aux personnes et de la Santé.

Dans ce but, ils sont chargés :

- 1° de représenter leurs affiliés tel que prévu à l'article 3;
- 2° d'offrir leur aide et leurs conseils à leurs affiliés;
- 3° de développer les échanges et les réflexions entre leurs affiliés et d'organiser au moins trois réunions par an avec l'ensemble de ceux-ci;
- 4° de promouvoir les actions menées par leurs affiliés;
- 5° de promouvoir et de garantir l'organisation de la formation continue des travailleurs de leurs affiliés;
- 6° d'assurer la diffusion de l'information parmi leurs affiliés et relative à leurs affiliés; 7° de développer une coordination avec les autres organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille et avec le Centre régional d'appui créé par le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale.

Art. 10. §1^{er}. Les organismes représentatifs élaborent, tous les cinq ans, ou d'initiative ou à la demande du Collège, un rapport qui contient, pour chaque secteur représenté par l'organisme représentatif : 1° une description de l'évolution des pratiques professionnelles du secteur;

- 2° une analyse de l'évolution des problématiques sociales que rencontre le secteur;
- 3° une évaluation de l'adéquation de l'offre de service du secteur avec ces nouvelles problématiques sociales;
- 4° une évaluation des plans annuels de formation continue des travailleurs du secteur.

Ce rapport est transmis au Conseil consultatif qui le transmet au Collège accompagné de son avis.

§2. Sur la base des rapports prévus au §1^{er}, les organismes participent également, tous les cinq ans, à l'élaboration d'un rapport commun à tous les secteurs de l'Action sociale et de la Famille.

Ce rapport contient une analyse globale de l'évolution des problématiques sociales rencontrées et de l'adéquation de l'offre de service de l'ensemble des secteurs à ces problématiques.

Ce rapport propose, le cas échéant, des orientations nouvelles pour la politique de l'Action sociale et de la Famille.

Il est transmis au Bureau du Conseil consultatif qui en débat et qui le transmet au Collège accompagné de son avis.

CHAPITRE V. — Subventions

Art. 11. Le Collège octroie, dans les limites des crédits budgétaires, une subvention aux organismes représentatifs agréés.

Le montant de cette subvention ne peut être inférieur à 35.000 € par an indexés.

Si l'organisme représente un deuxième secteur, en vertu de l'article 5, 2^{ème} alinéa du présent décret, le montant minimal de la subvention est augmenté d'un montant complémentaire d'au moins 5.000 € indexés.

Le Collège détermine les modalités d'indexation de ces subventions.

Art. 12. Les subventions minimales fixées à l'article 11 couvrent des frais de rémunérations et des frais de fonctionnement. Au moins 60 % de ces subventions doivent être justifiés par des frais de rémunérations.

Le Collège détermine les barèmes et les avantages sociaux qui déterminent les frais de rémunération admis pour le calcul de la subvention.

Le Collège détermine les types de frais qui peuvent être couverts par la partie de la subvention minimale dédiée aux frais de fonctionnement et par la subvention qui dépasserait le montant minimal.

Art. 13. Des avances trimestrielles égales au quart de la subvention annuelle visée à l'article 11 sont liquidées au plus tard pour les 15 février, 15 mai et 15 août et au cinquième de la subvention pour le 15 novembre.

Le solde de la subvention annuelle est liquidé, après approbation des justificatifs, au plus tard le 30 novembre de l'année suivante.

Le Collège détermine les modalités de justification des frais couverts et les documents annexes à fournir. Ceux-ci comportent au moins le rapport d'activités annuel de l'organisme représentatif.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2005.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté, par l'Assemblée de la Commission française, relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille.

Bruxelles, le 16 juin 2005.

B. CEREXHE,
Ministre-Président du Collège,

Ch. PICQUE
Membre du Collège
Mme E. HYTEBROECK,
Membre du Collège

Mme F. DUPUIS,
Membre du Collège

E. KIR,
Membre du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 3114

[C — 2005/31394]

16 JUNI 2005. — Decreet betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de Maatschappelijke Actie en het Gezin

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft goedgekeurd :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde materie, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig decreet dient te worden verstaan :

1° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° centrum : het krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie erkend of voorlopig erkend centrum voor globale sociale actie of het krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juli 1994 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning erkend centrum voor gezinsplanning;

3° dienst : de krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor thuishulp erkende dienst voor thuishulp of de krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 2003 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de diensten voor opdrachten inzake bijstand aan de slachtoffers en aan hun naasten, enerzijds, en aan de verdachten en in vrijheid gestelde veroordeelden en aan ex-gedetineerden en aan hun naasten, anderzijds erkende dienst voor opdrachten inzake bijstand aan de slachtoffers en aan hun naasten, enerzijds, en aan de verdachten en in vrijheid gestelde veroordeelden en aan ex-gedetineerden en aan hun naasten, anderzijds;

4° tehuis : het krachtens het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen erkend tehuis;

5° sector : het geheel van de centra, tehuizen of diensten die erkend zijn, voorlopig erkend zijn of die een overeenkomst of een gewestelijk contract afgesloten hebben krachtens eenzelfde decreet;

6° Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid;

HOOFDSTUK II. — *Definitie*

Art. 3. De representatieve instellingen zijn verenigingen zonder winstoogmerk die de bij hen aangesloten centra, tehuizen en diensten vertegenwoordigen, zowel tegenover het College als tegenover de andere sectoren die ressorteren onder Welzijnzorg of Gezondheid of elke andere sector waarmee zij betrekkingen onderhouden. Zij coördineren de actie van hun leden en verzekeren er de promotie van.

CHAPITRE III. — *Erkenningsvoorwaarden en -procedure*

Art. 4. Na advies van de Adviesraad erkent het College, voor een hernieuwbare periode van 5 jaar, de representatieve instellingen die de centra, tehuizen of diensten groeperen en die beantwoorden aan de onder de artikelen 5 tot 9 van onderhavig decreet bedoelde voorwaarden.

Art. 5. Om erkend te worden, moet de representatieve instelling minstens 4 centra, tehuizen of diensten van eenzelfde sector en de twee derden van die sector vertegenwoordigen.

Een instelling kan ook andere dan de onder het eerste lid bedoelde centra, tehuizen of diensten vertegenwoordigen, voor zover die centra, tehuizen of diensten er niet in geslaagd zijn te voldoen aan de in het eerste lid vastgestelde voorwaarden met het oog op de samenstelling van hun eigen representatieve instelling, zij meer dan de helft van het totaal aantal centra, tehuizen of diensten van hun sector uitmaken, zij aangesloten zijn bij de representatieve instelling naar hun keuze en zij een overeenkomst hebben afgesloten die betrekking heeft op hun vertegenwoordiging door die laatste.

Art. 6. Elk centrum, tehuis of dienst van hun sector of van een onder artikel 5, tweede lid bedoelde sector wordt door de representatieve instellingen als lid verwelkomd met inachtneming van zijn filosofische, godsdienstige of politieke overtuigingen, voor zover het centrum, het tehuis of de dienst zich ertoe verbindt de statuten van de representatieve instelling na te leven.

Art. 7. Het maatschappelijk doel van de representatieve instellingen moet beantwoorden aan de erkenningsvoorwaarden van onderhavig decreet en de toetredingsvoorwaarden evenals de door de representatieve instelling aan haar leden verstrekte diensten preciseren.

Art. 8. § 1^{er}. Het College verleent, na advies van de Adviesraad, een erkenning van 5 jaar aan de representatieve instelling die aan de erkenningsvoorwaarden van onderhavig decreet voldoet.

De erkenningsaanvraag wordt ingediend overeenkomstig de door het College vastgestelde modaliteiten en termijnen.

Zij bevat minstens de volgende elementen :

1° de geactualiseerde en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten van de v.z.w.;

2° de lijst van haar leden;

3° in voorkomend geval, de met de leden van een andere sector afgesloten overeenkomst zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid;

4° een uiteenzetting van de doelstellingen van de representatieve instelling en van de modaliteiten van de verwezenlijking ervan;

5° de lijst van haar personeelsleden;

6° het activiteitenverslag van het vorig dienstjaar.

Het College bepaalt de procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen om erkenning en om hernieuwing van erkenning.

§ 2. De representatieve instelling moet een aanvraag om wijziging van de erkenning indienen in geval van :

- wijziging van het maatschappelijk doel van de v.z.w.;

- het afsluiten of opzeggen van een onder artikel 5, tweede lid bedoelde overeenkomst.

Het College bepaalt de procedure voor de wijziging van de erkenning. Die procedure bevat een advies van de Adviesraad.

§ 3. Wanneer een representatieve instelling de in de artikelen 5 tot 7 bedoelde erkenningsvoorwaarden niet meer naleeft of de in de artikelen 9 en 10 bedoelde werkingsnormen niet meer naleeft, stellen de diensten van het College het College een intrekking van de erkenning voor.

Het College bepaalt de procedure voor de intrekking van een erkenning. Die procedure bevat een advies van de Adviesraad.

HOOFDSTUK IV. — *Werkingsnormen*

Art. 9. De representatieve instellingen begunstigen de coördinatie van de centra, tehuizen of diensten onderling en met de andere actoren van Welzijnszorg en Gezondheid.

In dat opzicht zijn zij ermee belast :

- 1° hun leden te vertegenwoordigen zoals bedoeld onder artikel 3;
- 2° steun en advies te verschaffen aan hun leden;
- 3° gedachten- en andere uitwisselingen tussen hun leden te ontwikkelen en minstens drie vergaderingen per jaar te beleggen met al de leden;
- 4° de door hun leden georganiseerde acties te promoten;
- 5° de voortgezette opleiding van de werknemers van hun leden te promoten en te garanderen;
- 6° de verspreiding van de informatie onder hun leden en over hun leden te verzekeren;
- 7° een coördinatie te ontwikkelen met de andere representatieve instellingen van de Sociale Actie en van het Gezin en met het Gewestelijk Steunpunt, opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 betreffende de sociale cohesie.

Art. 10. § 1^{er}. De representatieve instellingen maken om de vijf jaar, uit eigen beweging of op verzoek van het College, een rapport dat, voor elke van de door de representatieve instelling vertegenwoordigde sector, de volgende elementen bevat :

- 1° een beschrijving van de evolutie van de handelspraktijken in de sector;
- 2° een analyse van de evolutie van de sociale problematieken waarmee de sector te maken krijgt;
- 3° een evaluatie van de overeenstemming van het dienstenaanbod van de sector met die nieuwe sociale problematieken;
- 4° een evaluatie van de jaarplannen voor de voortgezette opleiding van de werknemers uit de sector.

Dit rapport wordt aan de Adviesraad overgemaakt die erover beraadslaagt en het samen met zijn advies aan het College overgemaakt.

§ 2. Op basis van de in § 1 voorziene rapporten, nemen de representatieve instellingen eveneens deel, om de vijf jaar, aan het opmaken van een voor alle sectoren van de Sociale Actie en het Gezin gemeenschappelijk rapport.

Dit rapport bevat een globale analyse van de evolutie van de waargenomen sociale problematieken en de overeenstemming van het dienstenaanbod van het geheel van de sectoren met die problematieken.

Dit rapport stelt, in voorkomend geval, nieuwe oriënteringen voor voor het beleid inzake Sociale Actie en het Gezin.

Het wordt aan het Bureau van de Adviesraad overgemaakt dat erover beraadslaagt en het samen met zijn advies aan het College overmaakt.

HOOFDSTUK V. — *Toelagen*

Art. 11. Het College kent, binnen de grenzen van de begrotingskredieten, een toelage toe aan de erkende representatieve instellingen.

Het bedrag van die toelage mag niet minder zijn dan 35.000 euro per jaar, geïndexeerd.

Wanneer de representatieve instelling nog een tweede sector vertegenwoordigt, krachtens artikel 5, tweede lid van onderhavig decreet, wordt het minimumbedrag van de toelage opgetrokken met een bijkomend bedrag van minstens 5.000 euro, geïndexeerd.

Het College bepaalt de indexeringsmodaliteiten van die toelagen.

Art. 12. De in artikel 11 vastgestelde minimumtoelagen dekken de bezoldigings- en werkingskosten.

Minstens 60 % van die minimumtoelagen moeten door bezoldigingskosten gerechtvaardigd zijn.

Het College bepaalt de barema's en de sociale voordelen die de voor de berekening van de toelage toegelaten bezoldigingskosten bepalen.

Het College bepaalt de types kosten die gedekt kunnen worden door het deel van de minimumtoelage dat aan de werkingskosten gewijd is en door het deel van de toelage dat het minimumbedrag zou overschrijden.

Art. 13. Driemaandelijke voorschotten gelijk aan een vierde van de in artikel 11 bedoelde jaartoeelage worden vereffend uiterlijk tegen 15 februari, 15 mei, 15 augustus en gelijk aan een vijfde van de toelage tegen 15 november.

Het saldo van de jaartoeelage wordt, na goedkeuring van de bewijsstukken, vereffend uiterlijk op 30 november van het volgend jaar.

Het College bepaalt de rechtvaardigingsmodaliteiten van de gedekte kosten en de bij te voegen documenten. Die omvatten minstens het jaarverslag van de representatieve instelling.

HOOFDSTUK VI. — *Eindbepalingen*

Art. 14. Onderhavig decreet treedt in werking op 1 juli 2005.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest bekrachtigt het decreet houdende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die repressatief zijn voor de Maatschappelijke Actie en het Gezin.

Brussel, 16 juni 2005.

B. CEREXHE,

Minister-Voorzitter van het College

Ch. PICQUE

Lid van het College

Mme E. HYTEBROECK,

Lid van het College

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College

E. KIR,

Lid van het College